

Projet S.MAR.T.I.C.
“Développement Label Territorial d’Identité Culturelle”
CUP: D17E16000060008

**“Avis relatif à la sélection des entreprises bénéficiaires des services de conseil,
de certification et de promotion”**

1) AVANT-PROPOS

Le projet S.MAR.T.I.C. est financé par le programme communautaire INTERREG Italie-France Maritime 2014-2020 (FEDER - Fonds Européen de Développement Régional) dans le cadre de la Coopération Territoriale Européenne (CTE).

Dans ce cadre, le projet a pour objectif de promouvoir le développement touristique, à travers la création et le développement d'un label de qualité "Identité Culturelle". Ce label valorise le concept d'identité culturelle – constitué par la durabilité environnementale, culturelle et sociale, – des entreprises intervenant dans le cadre de la "filière touristique élargie", à savoir dans les domaines suivants : accueil, restauration, artisanat traditionnel, agriculture traditionnelle, services touristiques, services culturels, services sociaux liés au tourisme.

Cette mise en valeur s'effectuera par le biais du développement de services de conseil visant l'obtention du label, délivré par une personne extérieure à la suite d'un audit d'entreprise, ainsi que le développement des entreprises certifiées. Ces dernières pourront bénéficier de l'activité de promotion prévue par le projet.

Tous les services seront fournis à titre gratuit à concurrence d'une valeur correspondant à 8.347,72 euros, répartie comme suit : 4.702,59 euros pour les conseils en matière de certification et 3.645,14 euros pour les activités de marketing et de promotion ; ces aides sont accordées selon la règle de minimis.

Les conseils en matière de certification prévoient environ 9,5 journées de conseils délivrés à l'entreprise dont 5 au sein de l'entreprise, incluant l'audit de certification. L'activité de marketing et de promotion a trait à des services de promotion sur le marché de référence (publicité par voie de presse et sur internet ou les réseaux sociaux), de développement ou d'adaptation du site web, d'actions de communication et de publicité sur les chaînes spécialisées.

2) DESTINATAIRES

Les destinataires des services sont les Micro-, Petites et Moyennes Entreprises (MPME), telles que définies par le Règlement UE 651/2014 et détaillées dans le décret 2008-1354 du 18 décembre 2008.

L'on entend par entreprise toute entité exerçant une activité économique, indépendamment de son statut juridique (Cour de Justice des Communautés européennes, arrêt du 23 avril 1991 rendu dans l'affaire C-41/90).

Les entreprises destinataires devront répondre à la répartition territoriale ci-après :

Région PACA (département du Var) : 12 entreprises

Région Toscane (provinces de Grosseto, Livourne, Pise, Lucques et Massa-Carrara) : 18 entreprises

Région Ligurie : 15 entreprises

Région Sardaigne : 16 entreprises

Région Corse : 14 entreprises

Les entreprises doivent satisfaire aux exigences suivantes :

- a) être en règle en ce qui concerne leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale au bénéfice des travailleurs, lorsqu'elles sont dues ;
- b) avoir leur siège ou leur unité locale destinataire de l'intervention sur le territoire de coopération, tel que défini plus haut. Cette localisation doit ressortir d'un extrait du RCS, pour les entités qui ne sont pas tenues de s'immatriculer par leur acte constitutif ;
- c) ne pas se trouver en situation de dissolution ou de liquidation, de concordat préventif (à l'exception du concordat préventif en vue de la poursuite de l'exploitation), ne pas être visée par toute autre procédure collective prévue par la Loi sur les faillites ou par d'autres lois spéciales, ni faire actuellement l'objet d'une procédure déclarative de l'une de ces situations à son encontre ;
- d) avoir la capacité de contracter, c'est-à-dire ne pas faire l'objet d'une sanction exclusive ou de toute autre sanction comportant l'interdiction de passer un contrat avec l'administration publique ;
- e) ne pas avoir fait l'objet (pour le représentant légal), au cours des dix années antérieures à la date de publication de l'avis (selon la législation française et ce qui ressort de l'extrait général du casier judiciaire ou des documents équivalents délivrés par l'État dans lequel il est établi) : d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée, d'une ordonnance pénale portant condamnation devenue irrévocable ou d'une « comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité » aux termes de l'article 495-7 du code de procédure pénale français: association de malfaiteurs, association de malfaiteurs de type mafieux, trafic illicite de déchets, association ayant pour objet le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, corruption, détournement de fonds publics, fraude, terrorisme, blanchiment de capitaux, exploitation du travail des enfants;

- f) ne pas avoir fait l'objet (pour le représentant légal), au cours des dix années antérieures à la date de publication de l'avis, d'une condamnation prononcée par un jugement ayant force de chose jugée, d'une ordonnance pénale portant condamnation devenue irrévocable, d'une « comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité » aux termes de l'article 495-7 du code de procédure pénale français, ou d'une mesure pour infractions graves (délit) définitivement établies en matière d'impôts sur le revenu et de TVA, de non-paiement des cotisations de sécurité sociale, de santé et de sécurité sur les lieux de travail, d'atteintes à l'environnement et d'élimination des déchets et substances toxiques ;
- g) respecter la réglementation en matière de droit du travail ;
- h) être en règle par rapport aux dispositions en matière d'aides définies, sur la base de l'art. 107 du Traité instituant la Communauté européenne, comme illégales ou incompatibles par la Commission européenne.

3) ACTIVITÉS PRÉVUES

Les services fournis à titre gratuit à l'entreprise bénéficiaire consiste dans :

1. l'audit préalable, en vue de vérifier le potentiel de croissance de l'entreprise par rapport aux axes du projet et son positionnement par rapport aux standards permettant d'obtenir le label
2. le développement de services en vue de l'obtention du label et la mise en œuvre des stratégies de croissance liées à la détention du label
3. l'audit externe en vue de l'obtention du label
4. les activités de marketing et de promotion reposant sur la valorisation du label

Les activités des points 1 à 3 se dérouleront au cours de la période comprise entre mars et mai 2018, tandis que les activités du point 4 auront lieu de mai à décembre 2018. Les dates des audits seront convenues avec les entreprises sélectionnées.

4) MODALITÉS ET DÉLAIS DE PRÉSENTATION DE LA DEMANDE

Il est possible de se procurer la demande de participation, complétée des annexes, sur le site www.itinera.info et sur <http://interreg-maritime.eu/fr/web/s.mar.t.i.c./projet>. Celle-ci doit revêtir la signature numérique ou manuscrite du représentant légal de l'entreprise formulant la demande et être accompagnée d'une pièce d'identité.

Les demandes doivent être expédiées au plus tard le 15/02/2018 à midi, par courrier électronique certifié, à l'adresse (postmaster@pec.itinera.info).

La demande peut être rédigée en français ou en italien.

5) ÉTABLISSEMENT DU CLASSEMENT

Le classement se répartira par territoire, tel que décrit au point 2. Dans le cas où la proportion des entreprises sollicitant l'aide dans chacun des territoires serait supérieure à ce qui est prévu, un classement sera établi sur la base des priorités suivantes :

1) Entreprise située dans les territoires pilotes : 6 points

TOSCANE : Livourne, Pise, Versilia (Pietrasanta, Forte dei Marmi, Seravezza, Stazzema, Viareggio, Camaiore), Vallée de la Cornia (Piombino, Campiglia M.ma, Sassetta, San Vincenzo, Suvereto), Maremma Livournaise (Rosignano M.mo, Bibbona, Castagneto C.ci, Cecina), Zone de Grosseto (Follonica, Massa M.ma, Castiglione della Pescaia, Capalbio).

LIGURIE : Zone du Parc de Portofino (Santa Margherita Ligure, Portofino, Rapallo, Camogli) Savone et périmètre de la Céramique et du Verre (Albenga, Celle Ligure, Finale Ligure, Noli, Quiliano, Albisola Sup., Albisola Mar., Altare, Sassello).

VAR : Pays de Fayence (Montauroux, Seillans, Tourrettes), Provence Verte (Correns, Cotignac, Bras, La Celle, Plan-d'Aups-Sainte-Baume), Provence Verdon (Rians, Saint-Martin-de-Pallières, Varages).

CORSE : Haute-Corse : Pays Bastiais ; Corse-du-Sud : Sartenais-Valinco-Taravo.

SARDAIGNE : Réseau métropolitain de Sardaigne du Nord : Grande zone du Golfe de l'Asinara et Commune de Castel Sardo.

2) Entreprise féminine : 5 points

Ce qui signifie que :

- a) la propriétaire de l'entreprise doit être une femme (s'il s'agit d'une entreprise unipersonnelle) ;
- b) les représentants légaux et au moins 50% des associés détenant au minimum 51% du capital social doivent être des femmes. Le capital social doit être entièrement souscrit par des personnes physiques ; ou encore, dans le cas de sociétés coopératives, les représentants légaux et au moins 50% des travailleurs associés détenant au minimum 51% du capital social des sociétés coopératives doivent être des femmes.

3) Présence de systèmes de qualité certifiée : 6 points pour chaque certification.

Notamment dans le domaine environnemental ou social (par ex. ISO 9001, ISO 14001, EMAS, SA 8000)

4) Nouvelles entreprises dont la constitution a eu lieu au cours des trois années précédant la date de présentation de la demande : 2 points.

5) Jeunes entreprises innovantes conformément à l'article 13 de la Loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) : 4 points.

En cas d'égalité des points, l'ordre d'arrivée est prioritaire.

6) REGIME D'AIDES

Les services prévus par le présent avis sont accordés en tant qu'aides d'État (définies aux termes des art. 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) et de subsides à titre de "de minimis" (Règlement n° 1407/2013).

7) DISPOSITIONS FINALES

Conformément à la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le traitement des données fournies à la Coopérative Itinera – Chef de File du projet - résultant de la participation à l'avis est exclusivement réalisé aux fins de l'avis et en protégeant pleinement les droits et la confidentialité des personnes, en appliquant les principes d'équité, de licéité et de transparence.

Aux termes de l'art. 13 du décret législatif n° 196/2003 précité, il est précisé ce qui suit :

- les données fournies sont traitées par la Coopérative Itinera - Chef de file du projet - pour l'exécution des formalités liées à la procédure visée au présent avis, notamment la phase des contrôles effectués par l'Autorité de Gestion du Programme Italie-France Maritime ;
- l'apport des données est obligatoire et le refus éventuel de les fournir entraîne la non-acceptation de la demande ;
- la collecte et le traitement des données s'effectueront également à l'aide d'outils informatiques et télématiques ;
- les données pourront être communiquées aux organismes chargés de la vérification des déclarations formulées par le bénéficiaire, c'est-à-dire à l'Autorité de Gestion du Programme Italie-France Maritime, la Région Toscane ;
- Les données personnelles du demandeur et les informations relatives aux résultats des phase d'admissibilité et d'évaluation seront diffusées sur le site internet et les réseaux sociaux du projet, en vue de faire connaître les résultats définitifs des procédures administratives ;
- le responsable du traitement des données est la Coopérative Itinera. L'intéressé peut exercer ses droits à l'encontre du responsable du traitement à tout moment, en envoyant une communication à l'adresse de courrier électronique postmaster@pec.itinera.info